

personne toute la réaction produite par les secousses de la crise économique et la spoliation qui en résulte des masses travailleuses des villes et des campagnes. Degrelle lèvera le drapeau de la lutte contre les pourris et il lui sera facile de prouver que socialistes, libéraux et catholiques sont tous logés à la même enseigne puisque chacun de ces partis est compromis dans les scandales financiers qui ont accompagné l'écroulement d'institutions de crédit où l'on avait pu attirer l'épargne des ouvriers, des paysans, des petits bourgeois, sous le prétexte de la sauver de la convoitise du grand capitalisme. Ce dernier qui, par la dévaluation préparée par le « bankster » Theunis et légalisée par le gouvernement de « Renovation Nationale » de Van Zeeland, avait pu rétablir un équilibre avec le niveau de la production intérieure et internationale, avait jeté des millions dans les caisses de Degrelle sans toutefois négliger d'alimenter celles des autres partis qui ont, eux aussi, dépensé des millions pour la campagne électorale de Van Zeeland.

C'est donc dans les cadres strictes non seulement du régime capitaliste, mais aussi des conséquences de la crise économique que la bataille s'est déroulée.

C'est au lendemain du dépôt des conclusions de la commission Servais (l'équivalent à peu près de celle de Stavisky) et où l'opération avait été menée pour étouffer les innombrables scandales, que Degrelle juge le moment venu pour entamer la bataille. Malgré l'échec du 11 avril, peut-il prétendre à un avenir du type de celui de Hitler? Question à laquelle il est impossible de donner une réponse à l'heure actuelle. Bracke, dans le « Populaire », a dit que la victoire de Van Zeeland représente un obus dans le corps du « fascisme international ». Sa prédiction vaudra-t-elle autant que celle de Blum, qui en novembre 1932, parla de l'échec définitif de Hitler?

Il ne nous intéresse point de nous lancer dans le jeu stérile des prophéties, mais de dégager la signification réelle de l'élection partielle, des modifications substantielles qu'elle révèle par rapport au scrutin de mai 1936, ce qui permet aussi de comprendre que, du point de vue du maintien des anciennes assises du capitalisme belge (les cadres des partis traditionnels et de leur politique), la victoire de Van Zeeland, celui qui est présenté comme l'éten-

dard des traditions de la Belgique, l'élection du 11 avril est sans lendemain.

Avant les élections de mai 1936 Van Zeeland, dans un discours prononcé à Bruxelles, prona ouvertement le corporatisme et lorsqu'après ces élections Van Zeeland donna sa démission, les grandes grèves s'annonçaient en Belgique, comme une réplique inévitable aux mouvements qui avaient éclaté en France. Le rexisme venait de remporter un succès éclatant après une année de gouvernement d'Union Nationale que les socialistes présentaient comme le gouvernement de la réparation des méfaits du « cabinet des banksters ».

Encore une fois le lit du fascisme avait été soigneusement préparé par la social-démocratie toute entière y compris jusqu'au représentant le plus tapageux de son aile extrême gauche, M. Spaak, devenu du jour au lendemain ministre dans le gouvernement de Renovation Nationale.

Au cours des tractations pour former son ministère, Van Zeeland ne se gêna point pour exposer les lignes essentielles de son programme. Flanqué qu'il était par De Man, dans son équipe, il proclama la nécessité de préparer une réforme substantielle de l'Etat pour qu'il puisse répondre aux nécessités nouvelles de la situation.

Aussitôt revenu d'Allemagne, De Man avait expliqué la victoire de Hitler par le fait que les socialistes de ce pays n'avaient pas su saper les bases de son édifice. Marquet et les néos en France avaient soutenu la nécessité de lancer le parti socialiste à une « course de vitesse » contre le fascisme (ce à quoi Blum devait se rallier pleinement par après). De Man bien plus catégorique, avait proclamé qu'il n'y avait qu'une seule possibilité de faire échec à la victoire du fascisme : donner une solution « démocratique » aux problèmes que posait la nouvelle situation en passant à une refonte totale de l'Etat. Tout le problème consistait à voir si en Belgique, le capitalisme pouvait arriver par d'autres voies à des résultats analogues à ceux obtenus en Allemagne au travers de Hitler. Problème qui se pose en définitive ainsi : sans anéantir, par la terreur, toute organisation ouvrière, le capitalisme belge pouvait-il parvenir à endiguer les vagues de la lutte prolétarienne en les faisant reflouer contre l'édifice d'un régime adapté aux nouvelles circonstances?

Les commentaires au Plan, bien plus

que le Plan lui-même prouvent à l'abondance que c'est l'objectif de la suffocation du mouvement de classe, des grèves que l'on vise, de ces grèves que l'on considère comme ne répondant plus aux intérêts des travailleurs engagés désormais dans la voie des « réformes de structure ». Et De Man ridiculiserait l'ancien réformisme qui n'aboutit à rien pour clamer que cette fois-ci il s'agissait de réformer pour du bon de s'attaquer donc à l'hypercapitalisme, le même « fléau » que Hitler dénonçait pour assaisonner de démagogie le plan capitaliste d'écrasement du prolétariat.

Van Zeeland parle, en juin 1936, de l'institution d'un régime corporatif, mais il est forcé de mettre une sourdine à sa musique philo-fasiste car les grèves vont éclater et un ministère à plus large participation socialiste doit être soudainement constitué pour faire face à la situation. D'un autre côté la Commission Syndicale, en plein accord avec la Centrale Chrétienne, se charge de surveiller de très près la situation pour lancer le mot d'ordre de la rentrée au travail. Lorsqu'éclata à Anvers la grève des dockers (c'est de là que parti le colossal mouvement gréviste de juin), la Commission Syndicale lança l'interdit brutal contre la grève que l'on appela par la suite « sauvage ». Quelques jours après il devient impossible de maintenir cet interdit, car 500.000 ouvriers étaient descendus dans la rue (pour avaliser sans doute la politique d'un an de gouvernement)... en même temps qu'un « Comité de l'ordre » fut formé au sein du gouvernement et où les socialistes siégeaient; les rôles étaient bien répartis, d'un côté les gendarmes pour maintenir dans la légalité les grèves, de l'autre côté la Commission Syndicale qui prend la direction de la grève pour guetter le moment propice à son étranglement.

Bendas, un des dirigeants de la Commission Syndicale, a récemment révélé que lors des tractations pour la constitution du deuxième gouvernement Van Zeeland, le point de friction qui ne put être éliminé fut celui de la légalisation des organisations syndicales; le moment n'était pas encore venu d'établir un accord sur cette question et cela nous a causé de l'opposition de la Commission Syndicale, mais parce qu'une situation s'était ouverte où la note dominante était représentée par le formidable élan de la classe ouvrière déclenchant ses grèves puissantes.

Quelques mois après la résorption du mouvement de juin, la situation précédente se révèle à nouveau : les grèves n'avaient pu qu'imposer un point d'arrêt à l'exécution du plan du capitalisme qui se poursuivra désormais à une allure bien plus rapide qu'au paravant. Contre Degrelle qui, au parlement, lance sa patrouille à la lutte, contre les pourris tout en menant sa bataille en ordre dispersé (le député rexiste Syndic n'arrivera même pas à l'heure pour développer son interpellation), fait un tapage énorme dans la presse et au travers de ses meetings. L'ex-gauchiste Spaak déclenche la bataille anti-rexiste et explique, au meeting de St-Josse de l'automne 1936, ce que signifie la formule « pour la démocratie un nouveau départ ».

Ce qu'il fallait — disait Spaak — pour combattre avantageusement le rexisme, c'était une « vague de fond » soulevant les masses, les dressant contre la démagogie de Degrelle à qui il fallait enlever tous les atouts et notamment celui d'être le grand renouvateur. Les scandales financiers allaient être rigoureusement mis à nu et les responsables sévèrement punis (nous avons déjà dit que la Commission Servais a conclu ses travaux en dissimulant toutes les formidables responsabilités personnelles engagées dans les tripotages financiers sans aucune portée pratique) ce sur quoi il fallait s'appuyer c'était l'amélioration de la situation générale et des conditions de vie de « toutes les classes » les ouvriers avaient encore des raisons d'être mécontents mais le gouvernement, soucieux des intérêts des plus humbles, n'aurait pas failli à ses promesses et le programme, établi en juin 1936, allait être appliqué.

Tout comme, pour répondre à la rénovation économique de 1935-1936, les ouvriers avaient fait déferler les grèves de juin pour imposer au capitalisme leurs revendications, d'ailleurs fort modestes, en janvier 1937, les métallurgistes et les mineurs s'apprentent à nouveau à la lutte pour répliquer au discours de Spaak et le gouvernement, par le canal de la Commission mixte des Mines, et appuyé par la Centrale des mineurs dont le secrétaire est Ministre du Travail, parvient à éviter qu'une lutte se déclenche pour les 40 heures et les mineurs sont à nouveau bernés.

La semaine des 44 heures est accordée mais entourée d'une série si compliquée de